

Le gouvernement tchécoslovaque ne saurait, bien entendu, retirer ses troupes ni peut-on espérer qu'il retire sa police d'Etat, tant que persistera le danger d'une invasion armée. Mais je serais disposé dès à présent à m'assurer de son avis au sujet de la proposition alternative que j'ai faite et, au cas où il estimerait celle-ci acceptable, je l'engagerais à retirer ses troupes et sa police d'Etat des territoires où les Allemands des Sudètes sont en mesure d'assurer le maintien de l'ordre public.

Les autres mesures nécessaires pour effectuer la cession sont susceptibles d'une élaboration très rapide.

N° 4

Traduction (du texte anglais) d'une lettre du chancelier du Reich allemand au premier ministre du Royaume-Uni

Le 23 septembre 1938.

Excellence,

Un examen approfondi de votre lettre qui m'est parvenue aujourd'hui, ainsi que la nécessité d'éclaircir définitivement la situation, m'engagent à vous faire la communication suivante.

Depuis près de vingt ans les Allemands, ainsi que diverses autres nationalités en Tchécoslovaquie, ont été maltraités de la façon la plus indigne, brutalisés, ruinés économiquement et, par-dessus tout, mis dans l'impossibilité de réaliser, pour eux-mêmes aussi, le droit d'une nation de disposer de son propre sort. Tous les efforts tentés par les opprimés pour modifier leur situation ont échoué en face de la brutale volonté de destruction manifestée par les Tchèques qui, en possession du pouvoir public, n'ont pas hésité à l'employer de la façon la plus cruelle et la plus barbare. L'Angleterre et la France n'ont jamais cherché à modifier cet état de choses. Dans le discours que je prononçais au Reichstag le 22 février, j'ai déclaré que le Reich allemand prendrait l'initiative pour mettre fin à toute nouvelle oppression des Allemands en question. Dans une autre déclaration, faite au Congrès du parti nazi, j'ai donné une expression claire et indubitable à cette décision. Je reconnais avec gratitude qu'enfin, après vingt ans, le gouvernement britannique, représenté par Votre Excellence, a maintenant, lui aussi, décidé de prendre des mesures pour mettre fin à une situation qui, de jour en jour et même d'heure en heure, devient plus intolérable. Si le gouvernement tchécoslovaque s'est montré brutal dans le passé, il faut dire que ces dernières semaines et ces derniers jours il est frappé de démence. D'innombrables Allemands sont les victimes de cette démence. Il a suffi de quelques semaines pour porter